



18-10-2012

Leur « compétitivité » c'est quoi ?

Nous l'avons plusieurs fois écrit dans nos articles précédents, le capital veut aller plus vite et taper plus fort dans sa recherche de profits.

Tout est en place pour cela : un gouvernement à son service, des syndicats « partenaires sociaux » engagés dans des « négociations » avec lui et le MEDEF sur des thèmes touchant tous les secteurs de la vie sociale du pays.

Encouragée par le vote récent des députés socialistes et de leurs complices de droite sur le traité européen L. Parisot (la patronne du MEDEF) se sent pousser des ailes et projette de maîtriser totalement le budget de l'état.

Tous ces signes d'allégeance au capital incitent les patrons à se montrer encore plus revendicatifs. S'appuyant, avec des trémolos dans la voix sur une situation économique et sociale dramatique pour les travailleurs, le patronat et la présidente du MEDEF qui sont à l'origine de cette situation jugent la situation « gravissime » et demandent que « des décisions en faveur de la compétitivité soient prises d'urgence ».

Dans un entretien au journal « Le Figaro », L. Parisot propose quatre pistes pour un « choc de compétitivité » qu'elle chiffre à 50 Milliards pour les deux prochaines années en accord avec L. Gallois, rapporteur du gouvernement socialiste sur ce dossier.

- Baisse des « charges patronales »,
- Baisse des « charges salariales »,
- Augmentation de la CSG,
- Augmentation de la TVA.

On s'en doutait, ce « choc de compétitivité » ne servirait qu'à venir gonfler les profits en puisant dans les poches du peuple.

Rappelons au passage que ce que les patrons appellent « charges », sont les cotisations extraites du travail salarié et utilisées pour financer la protection sociale (sécurité sociale, logement, chômage...). Les « charges » n'existent donc pas.

Mais au-delà de l'entreprise, les patrons en veulent plus : « Il faut s'attaquer immédiatement aux dépenses publiques pour retrouver notre compétitivité » déclare L. Parisot. Les « dépenses publiques » qu'elle veut attaquer immédiatement concernent les services publics comme la santé, l'éducation, les services de l'état, la gestion des communes et des territoires.

Le ton est donné, le capital veut s'approprier le budget de l'état.

Denis Kessler (ancien vice-président du MEDEF, aujourd'hui patron de la SCOR) est plus précis. Dans un entretien au journal « Les Echos », il déclare : « Quand va-t-on avoir le courage de recréer un état moderne (...) ?, le nôtre

est dépassé, tout est à refaire. Il faut repenser toutes nos organisations collectives, leurs missions, leur fonctionnement, leur financement : justice, Sécurité Sociale, éducation... ». « Il n'y aura pas de retour à la croissance durable sans une refondation de la sphère publique et sociale. C'est ce qu'ont commencé à faire l'Espagne et l'Italie avec courage ». Les peuples de ces pays apprécieront...

Jean-Claude Volot, candidat à la succession de L. Parisot, pousse encore plus loin la réflexion : « Il faut inverser le rapport de force avec les pouvoirs publics et mettre les entreprises au sommet de la pyramide (de l'état), passer de la position de demandeur à celle de demandé » et il poursuit : « Ce qui compte, c'est l'environnement de l'entreprise... Or aujourd'hui, il n'est pas pensé par les entreprises elles-mêmes mais par l'état ».

On sait depuis longtemps que les états sont au service du capital, mais là il s'agit de s'emparer totalement des budgets nationaux pour accumuler des profits. Le gouvernement socialiste le sait, il est complice.

Le mécontentement populaire et les luttes qui se développent les empêchent d'aller plus vite. Il faut les développer sans attendre, la situation actuelle l'exige absolument.

www.sitecommunistes.org